

MARSOLAIS, Claude-V., *Le référendum confisqué*. Montréal, VLB éditeur, 1992. 266 p. 18,95 \$

Michel Sarra-Bournet

Volume 47, Number 2, Fall 1993

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/305233ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/305233ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Institut d'histoire de l'Amérique française

ISSN

0035-2357 (print)

1492-1383 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Sarra-Bournet, M. (1993). Review of [MARSOLAIS, Claude-V., *Le référendum confisqué*. Montréal, VLB éditeur, 1992. 266 p. 18,95 \$]. *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 47(2), 292–293. <https://doi.org/10.7202/305233ar>

MARSOLAIS, Claude-V., *Le référendum confisqué*. Montréal, VLB éditeur, 1992. 266 p. 18,95\$

Voici l'une des rares études sur le référendum de 1980. Elle nous est livrée par le journaliste Claude-V. Marsolais qui en a couvert une bonne partie. Dans ce livre, qui s'inspire de son mémoire de maîtrise, il tente de dépasser l'événement et d'expliquer les causes et les conséquences, non pas seulement de la défaite du OUI, mais de l'autonomie du Québec, toutes tendances confondues. En effet, l'auteur dit chercher à «cerner pourquoi le référendum du 20 mai 1980 fut un échec pour les Québécois» (p. 7). Pour ce faire, il entend diagnostiquer les erreurs du camp souverainiste, vu comme principal responsable du résultat négatif du référendum.

Toutefois, Marsolais passe trop rapidement sur les explications alternatives, comme la supériorité logistique du camp fédéraliste, ses tactiques de peur, ou l'espoir que le Canada puisse changer. Selon lui, ces obstacles auraient pu être surmontés par une bonne stratégie. Nul doute dans son esprit que les Québécois sont foncièrement indépendantistes. Pour expliquer leur hésitation, l'auteur parle d'une certaine «immaturité politique», de leurs réflexes de minoritaires. Mais il tient surtout à nous convaincre que n'eût été du «déséquilibre des actions entreprises et des moyens utilisés» par les trois camps, le «fédéralisme fonctionnel de Trudeau» ne l'aurait pas emporté sur les deux projets officiellement sur la table: la souveraineté-association et le fédéralisme renouvelé (p. 8).

Dans le premier chapitre, l'auteur s'attaque à la dilution du projet souverainiste opérée par le PQ. Il en fait un survol: de son premier programme en 1968, à l'annonce par Lévesque dix ans plus tard que l'association était indissociable de la souveraineté, en passant par «l'étapisme» adopté en 1974, et l'élection d'un «bon gouvernement», deux ans plus tard. «Le René Lévesque de 1979 n'avait plus l'audace intellectuelle de l'homme qui avait été ministre dans le cabinet de 1960 à 1966.» (p. 31) La fascination du pouvoir aurait achevé de transformer le mouvement souverainiste en parti gouvernemental, et ce gouvernement aurait fait l'erreur de reporter le référendum jusqu'après le retour de Trudeau. Pour le gagner, il aurait compté sur sa popularité plutôt que sur la promotion de la souveraineté. Et cette popularité, il l'aurait perdue à cause d'erreurs tactiques.

Le deuxième chapitre recèle des éléments intéressants sur l'organisation anti-souverainiste qui gravitait autour du Cabinet du Premier ministre à Ottawa de 1976 à 1979. En effet, pas moins de six groupes se partageaient l'analyse de la conjoncture. Cette expertise fut précieuse à Trudeau en 1980. L'auteur compare ensuite les mouvements pro-fédéralistes et pro-souverainistes dans la société québécoise, pour constater que les premiers auraient été mieux appuyés par Ottawa que les seconds l'ont été par Québec. Par la suite, la campagne fédéraliste (ou comment Trudeau a ravi le leadership à Ryan), est décrite en une narration rapide, avant de céder la place à un chapitre sur les dépenses «illégales» d'Ottawa, qui aurait profité de la «naïveté» de la Loi sur les consultations populaires adoptée par le gouvernement Lévesque. D'ailleurs la campagne du OUI aurait été alourdie

par une organisation trop centralisée, éloignée des gens. Par ailleurs, l'auto-censure des journalistes de même que les divisions dans les centrales syndicales auraient joué en faveur de la thèse fédéraliste défendue par leurs patrons, tandis que les intellectuels et les jeunes, quelles que soient les raisons qui motivaient leur choix pour le OUI ou le NON, auraient eu assez peu d'impact sur l'opinion. Enfin, une trop mince section sur le patronat parle plus d'aujourd'hui que d'alors. Mais n'importe, selon l'auteur, les causes de la défaite du gouvernement péquiste sont d'abord d'ordre interne.

Malheureusement, *Le référendum confisqué* pêche par manque de profondeur, et son sous-titre, *Histoire du référendum québécois du 20 mai 1980*, en exagère la portée définitive. Par exemple, les sources autres que les coupures de presse sont presque absentes: des dizaines d'entrevues auraient pu être réalisées, qui auraient sans doute mené à l'ouverture de sources manuscrites non encore disponibles.

Il s'agit bien plus d'un réquisitoire contre la stratégie péquiste, d'un essai sur le référendum que d'une histoire. À cause de ce mélange de genres, ni l'historien ni le stratège n'en tirera grand profit, et cela même si l'auteur est sur une piste intéressante. Treize ans après l'événement, la principale utilité d'une telle étude aurait été de fournir des leçons au Parti québécois. Mais les paramètres de la situation actuelle, bien qu'incertains, y sont à peine esquissés. De toutes façons, il y a fort à parier que la leçon n'aurait pas porté, et pas seulement parce qu'elle n'aura pas été assez convaincante. Par définition, un parti politique cherche à obtenir, à exercer et à conserver le pouvoir. Comme l'auteur l'a si bien dit: «Les desseins les plus profonds des hommes politiques (...) étaient avant tout de satisfaire leurs ambitions politiques.» (p. 18)

*Le référendum confisqué* sera néanmoins apprécié pour sa façon de nous faire revivre en peu de temps, et sur un ton contrarié, les grandes heures de cet événement historique. C'est un ouvrage écrit dans une perspective souverainiste avouée. Une partie de l'introduction explique la nécessité de l'indépendance du Québec. Mais ce que l'on perd en neutralité, on le gagne en honnêteté. Et cela n'est point donné d'avance, par les temps qui courent, en histoire politique.

D'aucuns pourraient critiquer l'engagement intellectuel d'un journaliste, mais quand il s'agit de l'intérêt national, nous devons faire preuve d'indulgence. Les médias ne sont-ils pas moins critiques du gouvernement en temps de guerre? La presse anglophone n'a-t-elle pas montré son parti pris dans la question nationale? Cette attitude était justifiée en l'occurrence, et aurait pu être imitée par plus de journalistes nationalistes pendant la campagne référendaire. Car ce n'était ni la gestion gouvernementale, ni même la raison d'État qui était en jeu en 1980, mais la prépondérance d'un intérêt national sur un autre. La «réforme» constitutionnelle de 1981-1982 nous a montré quel a été le vainqueur.